

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques



**DECLARATION
SOLENNELLE
DES
ORGANISATIONS
SYNDICALES
REPRESENTATIVES
DE LA
DRESG B31**

PASSAGE EN FORCE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement a décidé malgré l'opposition majoritaire des syndicats représentant 51 % des personnels, d'appliquer finalement le protocole Parcours Professionnels, carrière, rémunération (PPCR)

Il a ainsi décidé de bafouer le principe des accords de Bercy, dans un mépris total du dialogue social et des agents; c'est un DENI de DEMOCRATIE.

NOTRE POUVOIR D'ACHAT DOIT ETRE REVALORISE

Face aux déclarations du ministre de l'Économie, sur le temps de travail et sur le statut général des fonctionnaires.

En raison du blocage du point d'indice depuis 2010 et la baisse du pouvoir d'achat,

- des vagues successives de suppressions de milliers d'emplois, (- 2 130 pour 2016 à la DGFIP)
- des réductions sans précédent des budgets de fonctionnement,
- des restructurations d'ampleur en cascade au sein de l'Etat et en particulier de la DGFIP

(le gel du point d'indice des fonctionnaires représente un gain annuel pour l'état de 600 M€)

CASSE DU SERVICE PUBLIC ET DES FONCTIONNAIRES

Face au danger irrémédiable de remise en cause des droits et garanties des agents : Avec la mise en place Du Parcours Fonctionnaire (PPCR); de la baisse de notre régime indemnitaire avec la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSeep); de la perte des règles de gestion en matière de mutation, voire la mobilité forcée avec la réforme territoriale; il faut réagir !

NOS MISSIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL SONT EN DANGER

L'évolution globale des missions, du management et du climat interne est délétère. Rarement, voire jamais, le fossé n'a été aussi grand entre l'évolution des missions et celui des moyens.

Jamais, le malaise n'a été aussi important dans les services et entre les agents de toutes catégories. Jamais, les conditions de vie au travail et l'exercice des missions n'auront été à ce point dégradées.

AGISSONS POUR NE PAS SUBIR

Ce sont pour toutes ces raisons, qu'a été lancé l'appel à l'action du 8 octobre dernier, porté par l'intersyndicale à la DRESG.

Le 6 octobre dernier, une distribution de tracts et une heure mensuelle d'information, ont été organisées.

13% des agents ont répondu à l'appel et se sont portés en grève et nous les remercions pour leur implication.

RUPTURE DU DIALOGUE SOCIAL

La dégradation du dialogue social au sein de notre ministère est effective tant au niveau central que local.

A la DRESG, nous sommes confrontés à un dialogue social de façade et un mépris clairement affiché.

Convoquées mardi 13 octobre à un Comité Technique spécial, l'ensemble des organisations syndicales de la DRESG ont décidé de boycotter cette réunion. A l'ordre du jour de ce Comité technique était inscrite la suppression d'un service: le Pôle recouvrement forcé (PRF) de la Recette des non résidents, rien moins que cela.

Pour notre Direction, la suppression d'un service ne se résume qu'à un simple point d'information. Aucune discussion réelle avec les représentants des personnels, Ce boycott marque notre réprobation face à l'affichage d'un dialogue social de façade.

La direction fait fi des inquiétudes légitimes des agents concernés, c'est inadmissible!

Vendredi 16 octobre dernier, nous avons conforté notre opposition par le boycott du comité technique en seconde convocation.

Nous, Organisations Syndicales élues par plus de 70 %, sommes les représentants légitimes de l'ensemble du personnel.

Il est de notre responsabilité de ne pas accepter, le mépris dont vous êtes l'objet!

LA DRESG "BOUGE", MAIS PAS DANS LE BON SENS

Dans les prochains mois, nombreux seront les collègues qui vont être confrontés à des restructurations de service.

Dès à présent 5 services - La RNR, le Pôle FI, la BCFE, la BRP, le PCE, sont impactés par une réorganisation d'ampleur, qui va concerner une cinquantaine d'agents, par un projet qui, devrait être finalisé pour décembre 2015 !

Les Organisations syndicales ont été écartées des réunions

=> quid des charges de travail transférées, quid de l'impact de la nouvelle réorganisation sur les conditions de travail, quid des règles de mutations des agents qui seront contraints de changer de missions ?



Il s'agit d'un projet qui nécessite l'avis du Comité d'hygiène et de sécurité du département (CHSCT), conformément à l'article 57 du décret du 28 juin 2011 - "Les directions ont l'obligation de présenter en amont, devant le CHSCT, tout projet important de restructuration ayant un impact sur l'organisation du travail" - (la notion d'importance, ne se détermine pas suivant le critère du nombre d'agents impactés). Le CHSCT doit être consulté dès lors que le projet en cause peut avoir des conséquences, quand bien même celles-ci seraient positives sur les conditions de travail et la santé des agents-

Cette instance est une instance, où les Organisations Syndicales peuvent encore œuvrer pour la protection des agents !

Il est nécessaire de rappeler que 2 services restent dans l'expectative de la mise en place de services externes à la DRESG, Le CSP Chorus et la Mission Retraite et que le SIEE est en cours d'expérimentation d'une nouvelle organisation interne qui impacte les conditions de travail des agents.

Par ailleurs, le traitement des appels sur le nouveau contentieux de la DRESG est externalisé vers les Centres Impôts Service, en catimini, sans informer ni les représentants des personnels ni les agents.

Dès lors, nous réclamons, que la direction respecte ses obligations, sursoit aux réorganisations prévues et engagées, et accepte un véritable dialogue social !!!

COGESTION OU DIALOGUE SOCIAL?

La cogestion correspond à une prise de décision confiée à la fois à la direction et aux salariés. (c'est un mouvement qui s'est développé dans les années 1970 en Allemagne) En France, le pouvoir accordé aux délégués du personnel et particulièrement dans l'administration est limité. Nous refusons toute cogestion, car ne disposant pas d'une latitude décisionnelle suffisante; par contre, nous prônons un véritable dialogue social, avec de véritables échanges et un respect réciproque.

Nous avons besoin de votre soutien pour agir et vous défendre !

Soyez concernés, informez vous,
Participez aux actions à venir !

TOUS ENSEMBLE AGISSONS !!!